



LES

CHRONIQUES DU GERSI

volume 1 numéro 2 (mars 2005)

Les assassins de la mémoire : l'Holocauste et le révisionnisme historique

Le soixantième anniversaire de la libération d'Auschwitz constitue une excellente occasion de rappeler un phénomène ignoré du grand public mais toujours inquiétant. Il s'agit du révisionnisme historique ou, si l'on préfère, du courant intellectuel qui vise à mettre en doute certains aspects historiques cruciaux de l'Holocauste.

Comment est-ce possible, me rétorquera-t-on ? Qui n'a pas vu les photos d'archives des camps de concentration ? Qui n'a pas été hanté par la sinistre porte d'Auschwitz ? Et que dire des dizaines de milliers de témoignages qui subsistent de cette époque ? Confondre les révisionnistes ne devrait pas être fort difficile.

Malheureusement, pour les historiens, les choses ne sont pas si simples. Plusieurs faits doivent être compris pour saisir la nature du problème.

Les thèses révisionnistes

Premièrement, les thèses des révisionnistes sont plus nuancées que celles de ceux qui nient purement et simplement l'existence de l'Holocauste. Leurs affirmations se résument de la façon suivante :

- 1) Beaucoup de Juifs ont été tués durant la Deuxième Guerre mondiale, mais le chiffre de 6 millions habituellement avancé est beaucoup trop élevé. Fondamentalement, il n'y a pas de preuves tangibles permettant de montrer qu'autant de personnes ont été systématiquement liquidées par les nazis.
- 2) Les chambres à gaz constituent, par ailleurs, un mythe. Les nazis n'ont jamais utilisé ce moyen d'exécution sur une grande échelle.

3) Par ailleurs, Hitler n'a jamais ordonné l'extermination de la population juive européenne.

En somme, les révisionnistes ne nient pas à proprement parler l'Holocauste. Ils contribuent à le banaliser. Ils contestent son caractère criminel unique et, spécifiquement, ils remettent en question le fait qu'il s'agisse d'un acte volontaire, planifié et organisé, d'une politique consciente d'extermination menée avec tous les moyens d'un État moderne. Les exécutions et les massacres de Juifs doivent plutôt être perçus, selon eux, comme ces atrocités regrettables qui accompagnent inévitablement les guerres. Auschwitz, de ce point de vue, peut être mentionné dans le même souffle que les bombardements de Dresde ou d'Hiroshima.

La perversité de cette argumentation réside dans le fait que, sur certains points, elle touche de près à des questions qui préoccupent les historiens légitimes de l'Holocauste depuis 50 ans. Le nombre total des victimes juives de l'Holocauste varie en effet, suivant les estimations, de 5,1 à 6 millions, et pour cause : les données démographiques russes dans la zone d'occupation nazie sont incertaines car il n'y a pas eu de recensement entre 1939 et 1959. Il y avait 3 millions de Juifs dans cette région au début de la guerre, mais nul ne sait exactement combien s'y trouvaient encore en 1945.

Le rôle exact du Führer dans la solution finale est, lui aussi, sujet à discussion. À quel point était-il impliqué dans l'exécution de la solution finale ? Qu'a-t-il ordonné exactement ? Comment et quand les décisions cruciales concernant le massacre des Juifs ont-elles été prises ?

Un des grands débats concernant l'Holocauste, à cet égard, est de déterminer si le massacre des Juifs a été soigneusement planifié ou s'il faut y voir quelque chose d'improvisé, qui s'est développé au coup par coup dans le sillage des événements. « Fonctionnalistes » et « intentionnalistes » débattent encore cette question aujourd'hui.

Le problème des chambres à gaz, par contre, est différent, car aucun historien sérieux ne nie qu'elles ont constitué le principal moyen d'exécution des Juifs, mais il faut également souligner que les édifices qui les abritaient dans les principaux camps d'extermination ont été complètement détruits par les nazis, lorsqu'ils n'ont pas effacé toute trace de l'existence même du camp, comme à Treblinka. Au mieux, il subsiste donc des ruines qui révèlent peu de choses sur leur vocation première. Dans d'autres cas, il ne reste que des champs. Les documents ayant trait à l'utilisation des chambres à gaz ont été, évidemment, presque totalement détruits par les nazis.

Il n'y a pas non plus de films ou de photos concernant les exécutions par gaz. Pire que cela, les « reconstitutions » de l'après-guerre, dans certains camps de concentration ont quelquefois contribué à nourrir les accusations de falsification exploitées avec bonheur par les révisionnistes. À Auschwitz, dans les années 1950 et 1960, par exemple, plusieurs bâtiments, qui avaient disparu ont ainsi été reconstruits et présentés comme authentiques. Comme l'a souligné un observateur en 1995 : « Tout y est faux: les dimensions de la chambre

à gaz, l'emplacement des portes, les ouvertures pour le versement du Zyklon B, les fours, rebâtis selon les souvenirs de quelques survivants, la hauteur de la cheminée ».

Les sources

La tâche de l'historien est donc particulièrement difficile lorsqu'il touche à l'étape finale du processus de destruction des Juifs européens entre 1941 et 1945. En effet, plus il se rapproche du lieu du crime, plus il doit s'appuyer sur une mémoire humaine, par définition fragile et faillible, une mémoire qui a retenu l'angoisse et la douleur, mais qui souvent n'a pas le luxe de l'objectivité. Comme l'a très bien exprimé Pierre Vidal-Naquet : « C'est à Treblinka que furent anéantis l'immense majorité des Juifs de Varsovie. Mais qui peut témoigner sur ce que fut Treblinka ? Un nombre infime de survivants ... ».

La rareté des données documentaires en ce qui a trait au cœur même de l'Holocauste met très clairement en évidence la façon dont les révisionnistes arrivent à semer le doute dans les esprits. Il s'agit, d'abord, de souligner lourdement que les preuves physiques et documentaires qui contrediraient ces thèses n'existent pas. Pas de preuves. Pas de crime. Comme l'a noté un commentateur : « L'éthique professionnelle des révisionnistes, c'est de pratiquer le scepticisme systématique ».

Les révisionnistes sont-ils à même de démontrer que leur « interprétation » de l'histoire est aussi légitime qu'une autre, que la banalisation de l'Holocauste est acceptable ? Non, fort heureusement, et cela pour trois raisons.

D'une part, l'absence de preuves documentaires en ce qui concerne l'ultime étape de la solution finale ne doit pas faire oublier que l'on possède littéralement des tonnes de données en ce qui concerne l'ensemble du processus, qui va de la déportation des Juifs à travers toute l'Europe, leur rassemblement dans certaines zones comme les ghettos de Lodz ou de Varsovie jusqu'aux camps d'extermination. En d'autres mots, on voit très bien la forêt, même si quelques arbres ont été coupés. Citons un exemple parmi d'autres. Si les autorités nazies ont soigneusement effacé les traces les plus évidentes de leur crime, elles ont laissé subsister un élément de preuve qui les condamne sans appel : la liste détaillée et les horaires des milliers de trains qui ont transporté les Juifs, de 1942 à 1944, des ghettos où on les concentrait vers les camps d'extermination. Autrement dit, on sait que près de trois millions de personnes ont été transférées vers une série de petites bourgades polonaises, et que là elles se sont volatilisées...

Joseph Goebbels, en outre, a fort bien résumé, dans son journal personnel le sort destiné aux déportés de Pologne. Il écrit, en 1942 : « À commencer par Lublin, les Juifs du Gouvernement général seront déportés à l'Est. La façon dont cela se passera est plutôt barbare et je ne la décrirai pas plus précisément ici. Il ne restera pas grand-chose des Juifs. Dans l'ensemble, on peut avancer que 60 % d'entre eux seront liquidés et que 40 % pourront être employés dans le cadre de travaux forcés ». Qu'on fasse le compte. Avant la guerre, la population juive d'Europe comptait près de 11 millions d'âmes. Après avoir assimilé cet aveu terrifiant, est-il encore pertinent de savoir si l'Holocauste a englouti 5 ou 6 millions de personnes ? Au-delà d'une certaine limite, ce décompte funèbre n'a plus vraiment de sens.

Deuxièmement, la question de « l'innocence » d'Hitler est un faux débat. Il n'a peut-être pas signé d'ordre spécifique concernant l'extermination des Juifs, mais sa responsabilité ne fait aucun doute. Lui-même a fait part de ses intentions dans un discours du 30 janvier 1939. Spécifiquement, il annonçait qu'au cas où une nouvelle guerre mondiale éclaterait, celle-ci verrait « l'anéantissement de la race juive en Europe ». Tous ses grands subordonnés (Himmler, Goebbels, Goering) font d'ailleurs référence, dans divers documents qui se recoupent, à la décision du Führer de mettre en pratique la « solution finale » du problème juif. L'authenticité de ces documents n'a jamais été mise en doute. Selon toute probabilité, la décision initiale a été prise au cours de l'été 1941 et officialisée durant l'hiver de la même année. Il est clair également que Hitler s'est tenu informé des résultats de l'action des unités spéciales (*Einsatzgruppen*) chargées de l'élimination des « partisans » derrière les lignes allemandes. Un rapport daté du 1^{er} décembre 1941, destiné à Hitler lui-même, mentionne ainsi que, durant les trois mois précédents, 363 211 Juifs ont été exécutés en Russie... Comment avancer, à partir de là, qu'il ne savait pas ?

Troisièmement, en ce qui concerne les exécutions par gaz, on peut répondre de deux façons. Dans un premier temps, les révisionnistes eux-mêmes sont obligés d'admettre que les nazis ont assassiné, par ce moyen, près de 150 000 personnes à Chelmno, en Pologne. Les preuves documentaires sont accablantes. En ce qui a trait aux chambres à gaz, maintenant, la recherche historique, malheureusement pour les révisionnistes, a fait des progrès considérables durant les deux dernières décennies. Spécifiquement, un chercheur français, Jean-Claude Pressac, après avoir passé des mois au musée d'Auschwitz et après avoir confronté systématiquement témoignages écrits, dessins, plans et ruines des crématoires, a rédigé, à la fin des années 1980, ce qui probablement constitue l'étude définitive sur la construction et le fonctionnement des chambres à gaz. Il a, en particulier, retrouvé les plans et la correspondance de la direction des immeubles (*Bauleitung*) d'Auschwitz, documents qui ne laissent maintenant plus aucun doute sur la finalité de ces sinistres installations.

En conclusion, l'Holocauste demeure en 2005 un fait historique indéniable. Mais est-ce le dernier mot de l'affaire ? Non. Soixante ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, les efforts des révisionnistes de tout crin pour réécrire l'histoire se poursuivent. Le problème n'est pas qu'il soit difficile de réfuter leurs thèses, mais il faut connaître les dossiers, avoir suffisamment lu et réfléchi aux arguments présentés, et cela prend du temps. Or, on peut se demander qui a le loisir de se cultiver sur un sujet aussi sinistre que l'Holocauste. La plupart des gens vont donc se contenter de voir *La liste de Schindler*, ce qui n'est déjà pas si mal. Mais comment peuvent-ils répliquer à ceux qui prétendent prouver « scientifiquement » que l'Holocauste est une exagération ? Ceux qui détiennent les faits, les témoignages et les sources doivent donc être constamment sur le qui-vive et travailler à établir publiquement les faits. Un des avantages de l'Internet, de ce point de vue, est de faciliter une diffusion très large de la quasi-totalité des documents originaux concernant l'Holocauste (voir, à ce sujet, les sites www.Nizkor.org ou bien www.holocaust-history.org).

Le révisionnisme, cependant, n'est pas seulement un danger à court terme. Comme l'a souligné Pierre Vidal-Naquet, la présence de l'historien était superflue après la guerre « parce que les ruines fumaient encore et que les témoins criaient ». Qu'en est-il maintenant ? Avec la disparition de ceux qui ont vécu la guerre, nous assistons actuellement à la transformation de la mémoire en histoire. Ce que nous — ou nos parents — savent pour l'avoir vécu ou appris « en direct », nos enfants et nos petits-enfants le verront dans les livres

ou, plus probablement, à la télé. Pourront-ils, alors, distinguer le vrai du faux, si une attention particulière n'est pas consacrée maintenant à établir les faits et à les rendre accessibles à tous ? Comme le souligne Yoram Bronowski, du journal *Ha'aretz* : « Il est logique de penser qu'avec le passage du temps, les enfants de tous les pays, Israël compris, ne croiront plus les histoires de leurs parents ou de leurs grands-parents ; ils demanderont plus de preuves et deviendront de plus en plus sceptiques à l'égard d'une histoire qui, maintenant déjà, est « difficile à avaler ». La négation de l'Holocauste risque-t-elle d'être acceptée tout simplement parce que les « faits sont trop durs à avaler » ?

Une autre tendance qui favorise, à long terme, le révisionnisme est la volonté collective d'oublier, de mettre le passé derrière soi. Le romancier allemand Martin Walser n'a-t-il pas déclaré récemment que le temps était venu de « tourner la page d'Auschwitz », et le chancelier Schröder n'a-t-il pas suggéré qu'il désirait promouvoir une « histoire qui, au lieu de nous étouffer, nous aiderait à affronter l'avenir » ? Comme l'a suggéré ironiquement Bernard Henry Lévy : « L'un veut changer de mémoire. L'autre, quand il en a assez de voir des images de la Shoah à la télé, réclame le droit de changer de chaîne et de zapper ». Tous deux ne verraient donc pas de mal à ce que l'on réduise la culpabilité de l'Allemagne durant la guerre. Parlons d'autre chose, voulez-vous.

Au bout du compte, « l'assassin de la mémoire », est moins la négation ou le révisionnisme que l'oubli, et cet oubli nous affecte tous. Un chroniqueur de spectacle israélien n'a-t-il pas déclaré publiquement que l'Holocauste avait moins d'intérêt pour lui « que la pluie qui était tombée lundi passé ». Comme l'a conclu le Premier ministre suédois, au Forum international sur l'Holocauste : « Il n'y a pas besoin de nier l'Holocauste. L'indifférence et l'oubli suffiront ».

Michel Fortmann

L'auteur est directeur du
Groupe d'étude et de recherche sur la sécurité internationale
et professeur titulaire au Département de science politique
de l'Université de Montréal

Les chroniques du GERSI sont publiées par Groupe d'étude et de recherche sur la sécurité internationale, groupe interuniversitaire formé de treize chercheurs principaux de l'Université de Montréal et de l'Université McGill, ainsi que de nombreux membres étudiants et membres associés. Le GERSI fait partie d'un réseau pancanadien de centres universitaires oeuvrant dans le domaine de la défense et de la sécurité, le Forum sur la sécurité et la défense. Les opinions exprimées dans Les Chroniques sont celles de l'auteur et ne reflètent en aucun cas les positions officielles du GERSI.